

DÉPÔT DE PLAINTÉ

Pour abus de biens sociaux, emplois fictifs, faux et usage de faux, abus de confiance, recel, occupation illicite des locaux de la Société, vol et abus de faiblesse

Christian LACROIX

[Adresse complète du domicile]

[Code postal] [Ville]

[Numéro de téléphone]

[Adresse e-mail]

Né(e) le *[JJ/MM/AAAA]* à *[lieu de naissance]*

Agissant tant en son nom personnel qu'en qualité de *[gérant / président]* de la société *[dénomination sociale]*, *[forme juridique : SARL / SAS / SA / EURL, etc.]* au capital de *[montant]* euros, immatriculée au RCS de *[ville]* sous le numéro *[SIREN/SIRET]*, dont le siège social est sis *[adresse du siège social]* (ci-après « la Société »).

Madame/Monsieur le Procureur de la République

Tribunal judiciaire de *[ville du siège social]*

[adresse du Tribunal judiciaire]

[le cas échéant : à l'attention du pôle économique et financier / de la section spécialisée]

[Ville], le 26 août 2026

Objet : plainte pour abus de biens sociaux, emplois fictifs, faux et usage de faux, abus de confiance, recel, occupation illicite des locaux de la Société, vol et abus de faiblesse

Madame, Monsieur le Procureur,

J'ai l'honneur de porter plainte, tant en mon nom personnel qu'en qualité de représentant légal de la Société ci-dessus identifiée, contre les personnes désignées ci-après, pour des faits d'abus de biens sociaux, de rémunérations et d'emplois fictifs, de faux et usage de faux, d'abus de confiance, de recel, d'occupation illicite des locaux professionnels de la Société, de vol sur mon compte bancaire personnel et d'abus de faiblesse à mon encontre, faits commis au préjudice de la Société et/ou à mon préjudice personnel.

I. Identité des personnes mises en cause

Sous réserve d'identification plus précise au cours de l'enquête, les faits dénoncés impliquent notamment les personnes suivantes :

Nom et prénom	Lien avec Christian LACROIX / la société	Rôle allégué dans les faits
[Nom Prénom]	[ex. : membre de la famille LACROIX / membre ou ami de la famille de Pierre [nom]]	[ex. : co-gérant de fait, salarié fictif, occupant du local, bénéficiaire de virements, etc.]
[Nom Prénom]	[ex. : membre de la famille LACROIX / membre ou ami de la famille de Pierre [nom]]	[ex. : co-gérant de fait, salarié fictif, occupant du local, bénéficiaire de virements, etc.]
[Nom Prénom]	[ex. : membre de la famille LACROIX / membre ou ami de la famille de Pierre [nom]]	[ex. : co-gérant de fait, salarié fictif, occupant du local, bénéficiaire de virements, etc.]
[Nom Prénom]	[ex. : membre de la famille LACROIX / membre ou ami de la famille de Pierre [nom]]	[ex. : co-gérant de fait, salarié fictif, occupant du local, bénéficiaire de virements, etc.]
[Nom Prénom]	[ex. : membre de la famille LACROIX / membre ou ami de la famille de Pierre [nom]]	[ex. : co-gérant de fait, salarié fictif, occupant du local, bénéficiaire de virements, etc.]
[Nom Prénom]	[ex. : membre de la famille LACROIX / membre ou ami de la famille de Pierre [nom]]	[ex. : co-gérant de fait, salarié fictif, occupant du local, bénéficiaire de virements, etc.]

II. Exposé des faits

A. Salaires aberrants et emplois fictifs

- Depuis [date], j'ai constaté que [nom de la ou des personnes concernées] percevai(en)t de la Société une rémunération mensuelle de [montant] euros au titre d'un poste de [intitulé du poste], alors que cette personne n'exerce, à ma connaissance, aucune fonction réelle au sein de la Société et ne fournit aucune prestation de travail effective.
- Cette rémunération est manifestement disproportionnée au regard [de l'absence de toute prestation de travail / des fonctions réellement exercées / de la situation financière de la Société

/ des rémunérations perçues par les autres salariés à poste comparable], ce qui la caractérise comme un salaire aberrant.

- [Décrire, pour chaque personne concernée, depuis quand elle est employée ou rémunérée, dans quelles conditions elle a été recrutée ou nommée, par qui, et les éléments permettant d'établir l'absence de travail effectif : absence sur les lieux de travail, absence de mission identifiable, témoignages de salariés, etc.]*

B. Détournements de fonds sociaux

- J'ai par ailleurs constaté [des virements / des retraits / des paiements de factures fictives / des prises en charge de dépenses personnelles par la Société] au bénéfice de [nom(s)], pour un montant total estimé à ce jour à [montant] euros sur la période du [date] au [date].*
- [Décrire précisément chaque opération : date, montant, bénéficiaire, moyen utilisé (virement, chèque, carte bancaire de la Société, caisse), et en quoi cet usage des fonds ou du crédit de la Société était contraire à son intérêt et réalisé à des fins personnelles.]*
- [Le cas échéant : préciser les documents ayant permis de dissimuler ces opérations (fausses factures, faux contrats de travail, faux bulletins de paie, fausses notes de frais, etc.) et qui les a établis ou utilisés.]*

C. Occupation illicite des locaux professionnels de la Société (« squat »)

- Depuis le [date], [nom de la ou des personnes concernées] occupe(nt) les locaux de la Société sis [adresse], en dehors de toute présence ou activité professionnelle justifiée, sans droit ni titre, et malgré [mon opposition verbale / mon opposition écrite du [date]] / l'absence de tout mandat ou fonction le justifiant].*
- [Décrire les conditions de cette occupation : y dormir, y recevoir des tiers, empêcher l'accès des salariés ou de moi-même, détourner l'usage des locaux à des fins personnelles, etc.]*

D. Vol de sommes sur mon compte bancaire personnel

- Le [date] (ou entre le [date] et le [date]), j'ai constaté [un retrait / des retraits / un virement / des virements] non autorisé(s) d'un montant de [montant] euros au débit de mon compte bancaire personnel ouvert auprès de [nom de la banque], IBAN se terminant par [derniers chiffres].*
- Je n'ai donné, à aucun moment, mandat ni autorisation à [nom de la ou des personnes concernées] pour effectuer ce ou ces retraits/virements, et n'ai pas davantage communiqué mes identifiants bancaires, mon code confidentiel ou mes moyens de paiement en vue d'un tel usage.*
- [Préciser comment l'accès aux fonds a été obtenu : carte bancaire ou chéquier dérobé, procuration détournée de son objet, accès à mes identifiants de banque en ligne, etc.]*

E. Abus de faiblesse à mon encontre

- Je précise être une personne dans l'impossibilité de me défendre seul(e) et particulièrement vulnérable en raison de [préciser : mon âge, un état de santé, une maladie, une infirmité, une déficience physique ou psychique, un état de sujétion psychologique résultant de pressions répétées, etc.], vulnérabilité apparente et/ou connue de [nom de la ou des personnes concernées].*
- Ces personnes ont, en connaissance de cette vulnérabilité, profité de mon état pour me conduire à [préciser l'acte ou l'abstention gravement préjudiciable : signer des documents, consentir à des virements, ne pas m'opposer aux faits décrits ci-dessus, etc.], ce qui m'a été gravement préjudiciable tant sur le plan personnel que financier.*

- *[Ajouter tout autre fait pertinent : pressions, isolement organisé, privation d'accès à mes propres comptes ou documents, etc.]*

III. Éléments de preuve

À l'appui de la présente plainte, je tiens à la disposition du parquet et des services d'enquête, ou joins en annexe, les éléments suivants :

- *[Statuts de la Société, extrait Kbis, procès-verbaux d'assemblée générale ou de nomination des dirigeants]*
- *[Bulletins de paie, contrats de travail, relevés bancaires de la Société faisant apparaître les rémunérations et opérations litigieuses]*
- *[Relevés de mon compte bancaire personnel faisant apparaître les opérations non autorisées]*
- *[Témoignages de salariés ou tiers sur l'absence de travail effectif des personnes concernées ou sur l'occupation des locaux]*
- *[Échanges écrits (SMS, e-mails, courriers) relatifs aux faits dénoncés]*
- *[Rapport ou constat d'un expert-comptable ou d'un commissaire aux comptes, le cas échéant]*
- *[Éléments médicaux ou administratifs établissant ma vulnérabilité]*

Je me tiens à la disposition du parquet et des services d'enquête qu'il voudra bien saisir pour compléter ces éléments, notamment par la production de toute pièce comptable ou bancaire complémentaire.

IV. Qualification juridique des faits

Les faits ci-dessus décrits sont, sous réserve de la qualification définitive qui sera retenue par l'autorité judiciaire, susceptibles de constituer les infractions suivantes :

1) Abus de biens sociaux — article L241-3, 4° (SARL) [ou L242-6, 3° pour une SA] du code de commerce

« Le fait, pour les gérants, de faire, de mauvaise foi, des biens ou du crédit de la société, un usage qu'ils savent contraire à l'intérêt de celle-ci, à des fins personnelles ou pour favoriser une autre société ou entreprise dans laquelle ils sont intéressés directement ou indirectement » est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 375 000 euros d'amende.

Cette qualification vise les personnes ayant, en droit ou en fait, la qualité de dirigeant de la Société et ayant décidé ou validé les rémunérations aberrantes, les emplois fictifs ou les autres opérations litigieuses décrites ci-dessus.

2) Faux et usage de faux — article 441-1 du code pénal

« Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. »

L'établissement ou l'usage de faux contrats de travail, de faux bulletins de paie ou de fausses factures destinés à justifier les rémunérations et emplois fictifs décrits ci-dessus est susceptible de caractériser cette infraction.

3) Abus de confiance — article 314-1 du code pénal

« L'abus de confiance est le fait par une personne de détourner, au préjudice d'autrui, des fonds, des valeurs ou un bien quelconque qui lui ont été remis et qu'elle a acceptés à charge de les rendre, de les représenter ou d'en faire un usage déterminé. L'abus de confiance est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 375 000 euros d'amende. »

Cette qualification est susceptible de s'appliquer aux personnes non dirigeantes auxquelles des fonds, biens ou moyens de paiement de la Société ou de moi-même auraient été remis pour un usage déterminé, et qui en auraient détourné l'usage.

4) Recel — article 321-1 du code pénal

« Le recel est le fait de dissimuler, de détenir ou de transmettre une chose, ou de faire office d'intermédiaire afin de la transmettre, en sachant que cette chose provient d'un crime ou d'un délit. Constitue également un recel le fait, en connaissance de cause, de bénéficier, par tout moyen, du produit d'un crime ou d'un délit. Le recel est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 375 000 euros d'amende. »

Cette qualification vise notamment les personnes ayant perçu, en connaissance de cause, tout ou partie des rémunérations et sommes détournées décrites ci-dessus (par exemple les bénéficiaires d'un emploi fictif), sans être elles-mêmes dirigeantes de la Société.

5) Violation de domicile / occupation illicite des locaux professionnels — article 226-4 du code pénal

« L'introduction dans le domicile d'autrui à l'aide de manœuvres, menaces, voies de fait ou contrainte, hors les cas où la loi le permet, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. Il en est de même du maintien dans le domicile d'autrui à la suite d'une telle introduction, hors les cas où la loi le permet. »

L'occupation prolongée et sans droit des locaux professionnels de la Société, dont l'usage m'est exclusivement réservé en ma qualité de dirigeant, est susceptible de caractériser cette infraction ; à titre subsidiaire, ces faits pourront être portés à la connaissance du parquet aux fins de qualification la plus appropriée (notamment sur le terrain civil d'une procédure d'expulsion, en complément de la voie pénale).

6) Vol — articles 311-1 et 311-3 du code pénal

« Le vol est la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui. » Le vol simple est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

Le ou les retraits/virements non autorisés opérés sur mon compte bancaire personnel, décrits au point II.D, sont susceptibles de caractériser cette infraction, la jurisprudence reconnaissant que la

soustraction frauduleuse de sommes scripturales (fonds dématérialisés sur un compte bancaire) constitue un vol.

7) Abus frauduleux de l'état de faiblesse — article 223-15-2 du code pénal

« Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 375 000 euros d'amende l'abus frauduleux de l'état d'ignorance ou de la situation de faiblesse [...] d'une personne dont la particulière vulnérabilité, due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de son auteur [...], pour conduire cette personne à un acte ou à une abstention qui lui sont gravement préjudiciables. »

Les faits décrits au point II.E, par lesquels ma vulnérabilité aurait été sciemment exploitée pour me conduire à des actes ou abstentions me portant gravement préjudice, sont susceptibles de caractériser cette infraction.

V. Préjudice subi

Préjudice de la Société

[Chiffrer, si possible, le préjudice global subi par la Société : montant total des rémunérations aberrantes/fictives, montant des fonds détournés, coût de l'occupation illicite des locaux (perte d'exploitation, impossibilité d'accès), frais d'expertise comptable engagés, etc.]

Préjudice personnel

[Décrire mon préjudice personnel : somme dérobée sur mon compte bancaire, préjudice moral lié à l'exploitation de ma vulnérabilité, atteinte à ma réputation ou à mon autorité de dirigeant, frais engagés pour sécuriser mes comptes, etc.]

VI. Demandes

En conséquence, je vous prie de bien vouloir :

- Enregistrer la présente plainte ;
- Faire diligenter, par les services d'enquête compétents (le cas échéant spécialisés en matière économique et financière), toute investigation utile à la manifestation de la vérité, y compris une expertise comptable et bancaire ;
- Faire procéder à toute réquisition utile auprès des établissements bancaires et de la Société pour reconstituer l'ensemble des flux financiers litigieux ;
- Faire entendre les personnes mises en cause ainsi que tout témoin utile, notamment les salariés de la Société ;
- Engager, si les résultats de l'enquête le justifient, des poursuites à l'encontre des personnes mises en cause ;
- *[Le cas échéant : demander toute mesure conservatoire utile (saisie des locaux, gel des comptes, interdiction de gérer, interdiction d'entrer en contact ou de paraître, etc.).]*

Je me réserve le droit, tant en mon nom personnel qu'au nom de la Société, de me constituer partie civile et de solliciter réparation de l'intégralité du préjudice subi devant la juridiction compétente, y

compris, le cas échéant, en saisissant Madame/Monsieur le Doyen des juges d'instruction si la présente plainte devait être classée sans suite ou rester sans réponse dans un délai de trois mois.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Procureur, l'expression de ma considération distinguée.

Christian LACROIX

(Signature, et cachet de la Société le cas échéant)

Pièces jointes

- *[Extrait Kbis de la Société]*
- *[Statuts de la Société]*
- *[Bulletins de paie et contrats de travail litigieux]*
- *[Relevés bancaires de la Société et relevés bancaires personnels concernés]*
- *[Autres pièces : témoignages, échanges écrits, rapport d'expertise comptable, éléments médicaux, copie de carte d'identité, etc.]*